



GETTY IMAGES

## Attention à la réglementation de l'UE en matière d'IA

- Josue Michels
- [15/06/2023](#)

Les progrès de l'intelligence artificielle nous ont amenés au bord d'une révolution technologique—soit pour le meilleur ou pour le pire. Certains affirment que l'IA incontrôlée pourrait conduire à l'extinction de l'humanité. D'autres pensent qu'une réglementation excessive pourrait étouffer les progrès. Néanmoins, les entreprises et les pays s'empressent de tirer parti de cette évolution. L'Union européenne rédige actuellement une loi qui pourrait fixer les règles de cette course et peut-être même en déterminer le vainqueur.

Dans son best-seller international intitulé *Life 3.0*, Max Tegmark, physicien chez le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) et fondateur du *Future of Life Institute* (Institut pour l'avenir de la vie), suggère que les machines opèrent avec intelligence artificielle lorsqu'elles utilisent de nombreuses données et calculent de manière indépendante les moyens les plus efficaces pour atteindre un objectif spécifique. Plus le champ des objectifs qu'une machine peut atteindre est large, plus son intelligence devient « générale » ou humaine, d'où le terme d'intelligence générale artificielle.

PT\_FR

L'UE définit les systèmes d'IA comme des « logiciels qui [...] peuvent, pour un ensemble donné d'objectifs définis par l'homme, générer des résultats tels que du contenu, des prédictions, des recommandations ou des décisions influençant les environnements avec lesquels ils interagissent ».

À mesure que les applications de l'IA s'étendent, la réglementation de l'IA promet de veiller à ce que les développements se fassent de manière contrôlée.

En 2020, l'Église catholique a appelé à une réglementation de l'IA et à des normes éthiques. Trois ans plus tard, la loi européenne sur l'IA a été saluée comme la première proposition de réglementation globale de l'IA au monde. Cette réglementation vise à promouvoir un « développement éthique et centré sur l'humain » et à « garantir que les systèmes d'IA soient supervisés par des personnes, qu'ils sont sûrs, transparents, traçables, non discriminatoires et respectueux de l'environnement ».

Le *Future of Life Institute* a noté sur son site européen : « Tout comme le règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE en 2018, la loi européenne sur l'IA pourrait devenir une norme mondiale. » Le mercredi 14 juin, le Parlement européen a adopté le projet de loi.

Tomorrow, lawmakers at the European Parliament will vote on the EU's plans to regulate AI, known as the Artificial Intelligence Act. Can the bloc keep up with developments in the technology? MEP Dragoş Tudorache, who's been jointly handling the proposal, says the answer is yes [pic.twitter.com/LoqpaB5zj](https://pic.twitter.com/LoqpaB5zj)

— DW Europe (@dw\_europe) [June 13, 2023](#)

À l'instar du RGPD, la loi européenne sur l'IA exige que les autres pays s'y conforment et les menace d'amendes en cas de refus. En mai, l'UE a fait état de « l'amende la plus importante jamais infligée dans le cadre du RGPD », d'un montant de 1,2 milliard d'euros, à l'encontre de Meta, la société mère de Facebook. Outre le paiement de l'amende, Meta a reçu l'ordre de suspendre le transfert des données des utilisateurs de l'UE vers les États-Unis (pour plus d'informations sur le RGPD, lisez « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) »). Cette loi a également affecté les applications d'intelligence artificielle. Par exemple, l'Italie a temporairement interdit ChatGPT pour une violation en matière de données.

« Les législateurs de l'Union européenne ont franchi mercredi [14 juin] une étape clé dans la mise en place de restrictions sans précédent sur la manière dont les entreprises utilisent l'intelligence artificielle, mettant Bruxelles sur une trajectoire de collision avec les géants américains de la technologie qui injectent des milliards de dollars dans l'industrie », a écrit le *Washington Post*. « La menace posée par la législation est si grave qu'OpenAI, le concepteur de ChatGPT, a déclaré qu'il pourrait être contraint de se retirer de l'Europe, en fonction de ce qui sera inclus dans le texte final.

Selon la législation européenne, les systèmes d'IA seront réglementés en fonction de leur niveau de risque, élevé ou faible. Les systèmes à haut risque sont ceux qui pourraient influencer les électeurs lors d'élections ou nuire à la santé des gens », écrit le *Washington Post*. Certaines de ces lois traitent de questions sérieuses ; d'autres pourraient conduire à une réglementation excessive, voire à l'interdiction de tout système d'IA que le gouvernement juge une menace pour la « démocratie »—ou pour sa mainmise sur le pouvoir.

Il y a ensuite les réglementations qui favorisent les politiques de gauche. Pour être « non discriminatoire », un système d'IA devrait donner la priorité à la diversité. Pour être respectueux de l'environnement, un système d'IA devrait donner la priorité à la réduction des émissions de CO2 plutôt qu'au profit. Les innombrables réglementations donnent lieu à d'innombrables amendes—et permettent aux régulateurs de contrôler le marché. Les réglementations pourraient même être utilisées pour obtenir un avantage concurrentiel.

Prenons l'exemple de l'accord de Paris sur le climat de 2015. L'accord a imposé des réglementations strictes aux industries ; cependant, il a donné à la Chine un laissez-passer pour ignorer ces réglementations jusqu'en 2030 et, par conséquent, un avantage injuste sur les concurrents américains (lisez « [De quoi l'Accord de Paris sur le climat s'agissait en réalité](#) »). Même ceux

qui sont soumis aux mêmes réglementations peuvent les utiliser de manière déloyale.

En 2017, les États-Unis ont reconnu les constructeurs automobiles allemands Volkswagen, Daimler AG, BMW, Audi et Porsche coupables d'avoir mené une stratégie coordonnée, consistant à présenter des résultats falsifiés du contrôle d'émissions, afin de rendre les voitures diesel plus compétitives tant dans le pays qu'à l'étranger. Le gouvernement américain leur a infligé de lourdes amendes pour cette infraction manifeste, tandis que le gouvernement allemand a fait preuve de clémence.

Bien que la loi européenne sur l'IA ne s'applique pas aux systèmes d'IA développés ou utilisés exclusivement à des fins militaires, le Parlement européen a adopté en 2018 une résolution appelant à une interdiction internationale des « robots tueurs » ou des systèmes d'armes autonomes létaux capables de tuer sans intervention humaine.

En 2021, les membres du Parlement européen ont adopté des « Directives pour l'utilisation militaire et non militaire de l'intelligence artificielle », qui exigent que l'IA soit « soumise à un contrôle humain ». [...] Le texte appelle l'UE à jouer un rôle de premier plan dans la création et la promotion d'un cadre mondial régissant l'utilisation militaire de l'IA, aux côtés des [Nations unies] et de la communauté internationale. »

Des drones tueurs fonctionnant sans contrôle humain donneraient à un pays un avantage considérable lors de la prochaine guerre. Selon *leBrookings Institute*, de telles réglementations n'auraient de sens que si d'autres nations y adhéraient, comme dans le cas du traité international de non-prolifération. Le danger de tels traités, cependant, est que certains pourraient choisir de ne pas suivre la réglementation, sans que l'on s'en rende compte.

S'inspirant des idées de l'informaticien britannique Stuart Russell, Max Tegmark décrit des drones de la taille d'un bourdon capables de tuer en contournant stratégiquement le crâne, ciblant le cerveau à travers l'œil. La technologie et le matériel nécessaires sont faciles à acquérir. Selon Max Tegmark, une application d'IA pourrait aussi « être facilement programmée pour ne tuer que des personnes d'une certaine couleur de peau ou d'une certaine ethnie ». Les « nations voyous, les dictateurs et les groupes terroristes » suivraient-ils les règles ethniques de la guerre si un traité les réglementait ?

Imaginez que la nation qui a proposé le règlement finisse par l'enfreindre. Il faudrait certainement une nation des plus trompeuses pour élaborer un tel plan, mais la Bible nous met en garde contre exactement ce scénario.

Nahum 3 : 1 met en garde contre une nation « pleine de mensonge [...] et qui ne cesse de se livrer à la rapine », ou « plein de tromperies et de meurtres », comme on pourrait le lire. Il ne faut pas faire confiance à une telle nation. Ézéchiël 23 met en garde l'Amérique et la Grande-Bretagne (les descendants modernes de l'ancien Israël) contre une trahison astucieusement conçue par l'un de ses « amants ». Dans *Nahum : une prophétie du temps de la fin pour l'Allemagne* le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, note que ces prophéties concernent la nation même qui dirige actuellement l'Union européenne : l'Allemagne.

Le comportement de l'Allemagne au cours des deux guerres mondiales pourrait être décrit comme « plein de tromperies et de meurtres ». Mais la Bible révèle que ce chapitre de l'histoire de l'humanité n'est pas encore clos. Dieu veut que l'Allemagne utilise ses formidables qualités pour le bien. Cependant, en raison des péchés de notre monde, la Bible nous avertit que Dieu permettra que des maux indicibles l'engloutissent une fois de plus. Le livre de Nahum prévoit que la machine de guerre allemande s'élèvera une fois de plus—avant que son attitude belliqueuse ne soit définitivement détruite.

Au-delà de ces scénarios effroyables, il y a de bonnes nouvelles. Mais nous ne pouvons comprendre ce grand espoir de demain que si nous affrontons la réalité aujourd'hui.